

Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe.
Colloque tenu à Bercy les 21, 22, 23 mars 1991. COMITÉ POUR
L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA FRANCE.
Paris, Ministères de l'Économie et du Budget, 1993,856 p.

Samir Saul

Volume 25, Number 3, 1994

Les politiques extérieures des États non souverains : convergences et divergences

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703364ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703364ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Saul, S. (1994). Review of [*Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*. Colloque tenu à Bercy les 21, 22, 23 mars 1991. COMITÉ POUR L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA FRANCE. Paris, Ministères de l'Économie et du Budget, 1993,856 p.] *Études internationales*, 25(3), 607–610.
<https://doi.org/10.7202/703364ar>

simplement par la légalisation d'une pratique tolérée par le parti, au même titre que le marché noir. C'est sous le poids de la contrainte que le Comité Central du Parti hongrois a légalisé les petites entreprises et organisations dès 1982. Le présumé auteur du « Rapport de Novossibirsk », Tatiana Zaslavskaya, devenue conseillère de Gorbatchev se rendait très souvent en Hongrie y étudier l'efficacité de l'agriculture (privée) hongroise appliquée ensuite à d'autres secteurs de l'activité économique. (Cf. Pilisi, P., « Le rôle des facteurs internationaux dans la législation des petites entreprises en Hongrie », dans *Études Internationales*, volume XVIII, no 4, décembre 1987, pp. 717-739)

Même si une grande partie de l'essai est consacrée au passé des économies socialistes, les problèmes cruciaux de la période de transition, comme la question des restitutions et de la privatisation (pp. 374-394) sont mis en relief avec statistiques à l'appui.

Certes, il s'agit d'un livre destiné, en premier lieu, aux étudiants en sciences économiques. Cependant les étudiants d'autres disciplines en sciences sociales utiliseront avec profit ce manuel bien rédigé et documenté.

Paul PILISI

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe.
Colloque tenu à Bercy les 21, 22, 23 mars 1991.

COMITÉ POUR L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA FRANCE. Paris,
Ministères de l'Économie et du Budget,
1993, 856 p.

L'avènement du Marché unique européen le 1^{er} juin 1993 et le centenaire de la loi Méline sont l'occasion pour la tenue à Bercy le 3 juin 1992 d'un colloque sur le commerce extérieur français depuis 1890. Organisé par les deux regroupements de chercheurs qui ont édité l'ouvrage, il manifeste leur intérêt pour un sujet envers lequel est depuis des lustres installé en France un sentiment solidement ambivalent. Peu prisé dans une culture nationale influencée par les valeurs nobiliaires, supporté comme une fatalité à laquelle ne saurait échapper la société moderne, perçu comme une occupation d'appoint, au mieux une source éphémère ou aléatoire de revenus, le commerce extérieur est le mal-aimé de l'économie, elle-même ne jouissant pas d'une grande estime auprès du public.

Longtemps le discours officiel a été celui de l'exaltation de la société de l'équilibre et de l'autosuffisance : repoussant l'industrialisation à outrance, génératrice de brutales crises économiques et de ferments révolutionnaires, la France aurait sagement veillé à la conservation de son agriculture ainsi qu'au mode de vie qui s'y rattache. L'idéal du maintien d'un couple ville-campagne, stable parce que fondé sur la complémentarité,

évoquait l'autarcie et rejetait le commerce extérieur à la périphérie de la conscience collective. Tout au plus lui demandait-on de contribuer à l'écoulement des excédents qui pouvaient, par aventure, se faire jour sur le marché intérieur.

Or la France est et a été une grande puissance commerciale, et l'un des résultats de ce colloque est de lui rappeler une réalité qu'elle est peut-être la première à méconnaître. Depuis un siècle, est-il souligné à juste titre dans l'introduction, elle se place au quatrième ou au cinquième rang des pays commerçants du monde. Jusqu'à 1871, elle occupe le deuxième rang. Aujourd'hui, en exportations par tête d'habitant, elle n'est dépassée que par l'Allemagne. Ce n'est pas le moindre des mérites du colloque et de la publication que de réhabiliter le commerce extérieur français et d'attirer l'attention sur un domaine qui demeure insuffisamment étudié.

Il y a plus. Le chapitre de Paul Bairoch, lequel traite de la politique commerciale française de 1890 à 1990, fait justice de la légende selon laquelle la France aurait été l'initiatrice du courant protectionniste et le pays le plus cloisonné de l'Europe. Tout autre est la vérité. « Si, au XIX^e siècle, la France a joué un rôle important, si elle a été le pays détonateur d'une rupture des politiques commerciales de l'Europe continentale, ce n'est pas dans le retour au protectionnisme, mais au contraire dans la mise en place de l'intermède libéral » (p. 4).

Le traité de libre-échange avec la Grande-Bretagne de 1860 donne l'exemple et marque le début du désarmement douanier à l'échelle européenne. C'est l'Allemagne qui déclen-

che le retour résolu au protectionnisme en 1879. Point n'est besoin d'insister sur le protectionnisme étatsunien, l'un des plus étanches du monde, surtout depuis la victoire du Nord dans la guerre de Sécession. Par ailleurs, s'il est vrai que la politique tarifaire de la France n'a jamais été la plus libérale, il est inexact de la tenir pour la plus restrictive. Tableau à l'appui, Bairoch démontre qu'elle se situe *grosso modo* dans la moyenne des pays développés, nonobstant la *loi Méline*.

Une analyse circonstanciée de l'évolution par période et de la structure par aire géographique et par produits révèle que la France maintient son importance dans le commerce mondial d'articles manufacturés depuis 1890, et qu'elle fait des progrès considérables comme exportateur de produits agricoles (12^e en 1929-1933, 2^e en 1986-1990).

Que reste-t-il de la réputation de la *loi Méline* comme barrière tarifaire emmurant la France jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale dans un protectionnisme douillet et générateur d'autosatisfaction, d'archaïsme et de déclassement? Fort peu. Surfaite par ses admirateurs avant 1945, elle l'est dans un sens contraire par les technocrates et hauts fonctionnaires chargés de la reconstruction et de la modernisation du pays après la guerre. Méline devient le responsable des maux séculaires de l'économie française, le symbole commode des vices à combattre, à savoir le repli sur soi, la stagnation et le malthusianisme.

Alain Plessis ramène le legs de ce juriste, député modéré bon teint, à ses justes proportions. La loi de 1892, loin d'être à l'origine du recul de la France sur les marchés mondiaux,

représente une réaction à la profonde dépression qui s'abat sur la France de 1865 à 1890. Tout compte fait, le protectionnisme est un point de ralliement des patrons, ouvriers et paysans, synthèse républicaine qui assure la stabilité de la Troisième République.

Portant un regard sur la longue durée, Maurice Lévy-Leboyer examine les mouvements de capitaux de 1892 à 1992 : il ne semblerait pas que les succès économiques se soient traduits en résultats aussi favorables sur le plan financier. Quant à Albert Broder, il présente les conclusions provisoires d'une enquête touchant l'incidence du tarif douanier de 1892 sur le commerce des biens industriels nouveaux ou à forte composante technologique. L'analyse de l'échantillon des produits sélectionnés fait apparaître la voie de la protection comme une défense dépassée.

Tandis que Daniel Lefeuvre suit l'évolution sectorielle du commerce extérieur français des années 1920 aux années 1950, Jacques Marseille met en lumière la substitution à partir des années 1950 des marchés européens au débouché privilégié que constituait l'Empire colonial. La France ne s'en porte que mieux; la croissance économique l'atteste. On croit comprendre que l'auteur, par les rapprochements qu'il opère, établit un lien de cause à effet entre la « perte » de l'Empire et l'expansion économique. Une telle relation, si elle était avérée, ne manquerait pas d'intérêt. Quoi qu'il en soit, une démonstration s'impose pour convaincre qu'il y a effectivement causalité et pas seulement simultanéité.

La troisième et dernière partie comprend trois chapitres sur les entreprises et le commerce extérieur. Michel Lescure met en lumière le rôle souvent sous-estimé des PME dans l'exportation au *xx^e* siècle, activité normalement associée aux grandes sociétés. La stratégie commerciale sur les marchés internationaux de l'une de ces dernières, Saint-Gobain, au *xx^e* siècle fait l'objet d'une étude de Maurice Hamon. Fabricant de verre plat, elle module exportation et implantations à l'étranger en fonction de la nature de la concurrence. Un tel modèle de fonctionnement n'est pas rigoureusement soumis aux considérations douanières françaises et ne permet pas une comptabilisation fine des performances nationales à l'exportation.

La dernière contribution, celle de Philippe Chalmin, éclaire sur la montée de nouveaux intermédiaires du négoce international des matières premières à partir des années 1960, à la faveur de la multiplication des risques dus à l'inflation et à l'instabilité des cours et des monnaies. Les négociants français ne sont pas en reste et Paris émerge comme place importante des échanges, d'autant plus que la France est le deuxième exportateur mondial dans le secteur de l'agro-alimentaire.

Ce recueil témoigne de l'opportunité de poursuivre les recherches sur les multiples aspects de la participation aux relations internationales de cette puissance économique qu'est la France. Qu'il s'agisse de synthèses sur le temps long, d'études de cas sur l'action des entreprises, ou de gros plans sur telle région ou tel produit, le besoin d'acquérir des connaissances ou de les renouveler s'affirmera

avec l'insertion accrue de ce pays dans l'économie internationale par le biais de l'Union européenne.

Samir SAUL

Département d'histoire
Université de Montréal

Openness for Prosperity: Essays in World Economics.

GIERSCH, Herbert. *Cambridge, Mass., London, The Massachusetts Institute of Technology Press, 1993, 352 p.*

En publiant cet ouvrage, qui reprend les articles et les communications qu'il a rédigés les vingt-cinq dernières années, H. Giersch nous fait redécouvrir les interactions entre la réflexion théorique et les politiques économiques. La réflexion de l'économiste allemand, déjà connu par ses contributions aux débats sur les politiques macro-économiques en Europe, dément ainsi le désintérêt souvent dénoncé, de la recherche académique à l'égard des problèmes « concrets ». Les influences réciproques entre les thèmes de recherches et l'évolution des préoccupations des pouvoirs publics apparaissent clairement à travers les chapitres articulés en deux parties et qui se succèdent selon l'ordre chronologique des parutions. Dans la première partie qui traite les aspects réels, l'accent est mis sur le rôle de l'entrepreneuriat, l'intégration européenne, la transition à l'économie de marché dans les ex-pays de l'Est et l'évolution de l'économie mondiale. La deuxième partie, consacrée aux aspects monétaires, aborde les thèmes du système monétaire international, l'inflation, l'indépendance des Banques centrales et le débat sur la flexibilité des taux de change.

Bien que les conclusions soient parfois nuancées, les points de vue défendus s'inscrivent au sein du courant libéral, comme en témoigne d'ailleurs le titre de l'ouvrage. Une grande partie des chapitres de la première partie sont rédigés dans une perspective schumpeterienne. Ils mettent l'accent sur le fait que dans les conditions de cette fin de siècle où la croissance est entraînée par les nouvelles technologies, ce sont les entrepreneurs et le champ d'action qui leur est laissé dans la société qui détermineront le rythme des gains de productivité, des hausses des salaires réels et le niveau de l'emploi (chap. 4). Dans ce sens, l'auteur nous fait observer que le dernier quart de siècle, qui succède à l'ère des politiques de la gestion de la demande (Hicks-Keynes), est profondément marqué par l'importance accrue de l'entrepreneuriat, de l'innovation et du savoir-faire. L'évolution de l'économie mondiale analysée dans une perspective Thünen-Schumpeter, tend à démontrer que les foyers de croissance ont bénéficié des économies externes d'un environnement social favorable au savoir-faire (chap. 6 et 8). Aussi, le progrès doit-il être perçu comme l'action des institutions et de la société en faveur de l'accumulation des connaissances (dans le sens créatif), de son application (dans le sens de l'innovation) et de la participation au bien-être (dans le sens productif), dans le cadre d'une « nouvelle théorie de la croissance » (chap. 13). Dans le même état d'esprit, l'auteur plaide pour la déréglementation du marché d'emploi. En favorisant la flexibilité, elle constitue la meilleure réponse pour résoudre le problème du chômage, dans la mesure où, dans le contexte